

Carte blanche à...

→ Jacques Breillat (1)

L'intelligence économique

Depuis 2005, l'État français s'est lancé dans une politique publique d'intelligence économique « défensive » et territorialisée. Selon Alain Juillet, le haut responsable chargé de cette question, l'intelligence économique est « la maîtrise et la protection des informations stratégiques utiles aux décideurs privés et publics ». Il s'agit d'« un mode de gouvernance dont l'objet est la maîtrise de l'information stratégique, et qui a pour finalité la compétitivité et la sécurité de l'économie et des entreprises ». Localement, les préfets de région sont chargés de constituer des comités régionaux. La démarche vise prioritairement à protéger nos savoir-faire, en inventariant notre patrimoine immatériel et nos technologies sensibles.

Dans une économie mondialisée qui a fait de la connaissance un authentique avantage concurrentiel, il s'avère nécessaire de mieux protéger nos entreprises, notamment nos PME-PMI les plus innovantes. Ces « pépites » sont parfois la proie de fonds d'investissement « prédateurs ». On se souvient de l'emblématique « affaire Gemplus » : le leader français de la carte à puce avait été racheté par le fonds Carlyle, abondé par la CIA américaine.

À l'instar de ses homologues européens, l'État français a voulu se doter d'une législation plus restrictive pour affronter les nouveaux défis du capitalisme financier. Dans 11 secteurs stratégiques, les investissements sont désormais soumis à autorisation préalable de l'État.

Mais la politique d'intelligence économique traduit peut-être plus profondément une inquiétude face à ce que certains appellent la « guerre économique ». Sous l'effet anxiogène de la mondialisation, la tentation est grande d'assimiler le durcissement des luttes concurrentielles avec la seule défense des intérêts géostratégiques. Or, la France n'est pas simplement victime de la mondialisation.



Gemplus. Le leader français de la carte à puce a été racheté par le fonds Carlyle en 2000

PHOTO ARCHIVES REUTERS

Dans un récent rapport, l'Association française pour les investissements internationaux (Afi) explique que la France a profité massivement en 2006 d'investissements étrangers. 40 000 emplois ont été créés par des capitaux étrangers. Les fusions-acquisitions s'accroissent : 47 % du capital des entreprises du CAC 40 appartient désormais à des non-résidents.

La France a des atouts reconnus : une population bien formée et productive, des infrastructures de qualité au cœur du plus grand marché du monde, une économie innovante dans des secteurs de pointe comme l'aéronautique, les nanotechnologies et la santé. Et ses grandes entreprises sont

elles-mêmes conquérantes sur les marchés étrangers...

Au niveau des entreprises, l'intelligence économique favorise le management de l'information dans le respect de la légalité, c'est-à-dire l'exploitation des sources d'informations dites « ouvertes » (presse spécialisée, Internet, salons professionnels, documentation commerciale, bases de données). Rien à voir avec la pratique de l'espionnage, qui encourage la captation d'informations protégées par des moyens illégaux.

Le chef d'entreprise doit savoir utiliser l'information stratégique pour détecter de nouvelles opportunités de marché et prévenir toute menace potentielle sur son

activité. Si l'intelligence économique propose de nombreux outils de collecte, de traitement et de diffusion de l'information, c'est avant tout pour rendre nos entreprises de plus en plus compétitives.

Paradoxalement, c'est aussi cette vitalité compétitive qui rend ces mêmes entreprises plus attractives pour les fonds d'investissement étrangers. L'intelligence économique s'inscrit dans cet environnement de concurrence permanente. Chaque information peut y devenir créatrice de valeurs, parce que chaque avantage stratégique est aussi décisif qu'inexorablement provisoire.

SUD OUEST Dimanche

« Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres »

S.A. DE PRESSE ET D'ÉDITION DU SUD-OUEST au capital de 268 400 €
8, rue de Cheverus, 33094 Bordeaux Cedex.
Téléphone : 05 56 00 33 33.

Principaux associés : GSO, SA, SIRP, Société civile des journalistes, Société des cadres.

1944-1968
Jacques Lemoine, fondateur.
1968-2001
Jean-François Lemoine.

Présidente d'honneur : M^{me} E.-J. Lemoine.

Conseil de surveillance : Pierre Jeantet, président.

Président du Directoire, directeur de la publication : Bruno Franceschi.

Directeur de l'information : Patrick Venries.

N° commission paritaire : 0410 C 86478.

Imprimé par Sapeso. Tirage du dimanche 20 avril 2008 : 334 406 exemplaires.

OJD SUD OUEST PUBLICITE
16, rue Marignaux, 33000 Bordeaux
Tél. 05 56 00 35 88
Fax 05 56 00 34 95

Régies extra-locales
● Publicité : COM-QUOTIDIENS
Tél. 01 55 38 21 00
Fax 01 55 38 21 23
● Annonces classées extra-locales : ESPACE REGIONS
19/21, rue Saint-Denis 92513 Boulogne-Billancourt Cedex
Tél. 01 55 38 21 70
Fax 01 55 38 21 81

Prix : 1,60 € (dont 2,10 % de TVA)
ABONNEMENT
3 mois : 20 €
6 mois : 40 €
12 mois 78 €

Revue de presse

Quand le Mai 68 français stupéfiait le monde

Il y a quarante ans, les correspondants parisiens de la presse étrangère commentaient les violents affrontements du Quartier latin

À lire sur Internet

La presse étrangère est consultable sur

- thedailyworldpress.com
- courrierinternational.fr

The New York Times NEW YORK

« Aux yeux du gouvernement, les étudiants n'étaient que des enfants turbulents qui avaient besoin d'une leçon. Et la police partageait ce point de vue. Au-delà des brutalités policières, qui font partie des risques de toute émeute, les étudiants ont été humiliés. Une Américaine de 18 ans, étudiante en anthropologie à Nanterre, m'a raconté comment elle avait été appréhendée près d'une barricade de la rue Gay-Lussac et placée en détention avec 70 autres manifestantes. « Nous avons été détenues trente-six heures sans qu'aucune charge ne soit retenue contre nous. On ne nous a rien donné à manger. Nous n'avions pas le droit d'aller aux toilettes. Et c'est ce qui amusait particulièrement les policiers. » Cette Américaine a été relâchée après un sermon. « Tu fais partie de ces agitateurs étrangers, comme le juif allemand Cohn-Bendit. Retourne d'où tu viens. Va foutre le bordel dans ton propre pays ! »

ИЗВЕСТИЯ MOSCOU

« Vendredi, alors que plusieurs centaines d'étudiants étaient réunis pour un meeting à la Sorbonne, des dizaines de maoïstes ont déboulé en brandissant, au lieu du Petit Livre, rouge habituel, des matraques et des barres de fer. Le meeting a dégénéré en bataille rangée et la police est intervenue. Selon les termes du communiqué commun de l'Union des étudiants communistes et de la Fédération parisienne du Parti communiste, les chefs de l'extrême gauche spéculent sur le mécontentement des étudiants pour tenter d'entraver le fonctionnement normal des facultés et empêcher les masses étudiantes de préparer leurs examens. Ces imposteurs se disent révolutionnaires, avec leurs slogans aventuristes et leur théorie d'actions violentes menées par de petits groupes », n'ouvrent aucune perspective aux étudiants et ne font que ralentir la mobilisation des masses étudiantes. »

The Economist LONDRES

« Les manifestations sont généralement plus violentes à Paris qu'à Londres et même, plus globalement, que dans toute autre ville d'Europe de l'Ouest. La violence engendre la violence, telle en est manifestement l'explication. La France montre une fois encore qu'elle dispose chez elle d'une force de frappe de premier ordre. Avec ses gardes mobiles et ses Compagnies républicaines de sécurité, la France a les troupes adéquates en cas de guerre civile, et les gouvernements successifs ont fait appel à elles fréquemment et sans états d'âme. En France, il ne suffit pas seulement de savoir qui a commencé les violences, ni qui est resté dans le cadre de la loi. Le 3 mai, la police n'a pas pénétré dans la Sorbonne avant d'y être appelée, et elle faisait face à une manifestation non autorisée. Mais, lorsque les policiers français passent à l'action, ils ne font pas particulièrement dans la dentelle. »